

Programme Zones Arides

DOSSIER

**Planification participative en
milieu pastoral: quelques
expériences récentes**

**Ann Waters-Bayer
Wolfgang Bayer
Annette von Lossau**

IIED

**INTERNATIONAL
INSTITUTE FOR
ENVIRONMENT AND
DEVELOPMENT**

**Dossier n° 58
Juillet 1995**

Ce document est extrait d'une étude des expériences élaborée à la demande de GTZ: *Planification avec des pasteurs: MARP et plus - un compte rendu de méthodes centré sur l'Afrique*. L'étude inclut une bibliographie descriptive (avec un index) de plus de 100 documents sur le diagnostic et la planification participatifs, principalement avec des éleveurs, une description des méthodes rapides utilisées ou recommandées pour le milieu pastoral, et une analyse critique des expériences avec ces méthodes. L'étude est disponible en anglais ou en français auprès de la Division 422 de la GTZ, BP 5180, D-65726 Eschborn, Allemagne.

Ann Waters-Bayer est consultant en sociologie rurale auprès de la Fondation ETC, BP 64, NL-3830 AB Leusden, Pays-Bas. Wolfgang Bayer est consultant indépendant en zootechnie et en gestion du pâturage tropical, à Göttingen, Allemagne. Annette von Lossau est responsable de la planification intégrée de l'élevage dans les régions marginales auprès de la Division de l'Élevage, services vétérinaires et halieutiques (422) de l'Agence Allemande pour la Coopération Technique (GTZ).

Planification participative en milieu pastoral: quelques expériences récentes

**Ann Waters-Bayer
Wolfgang Bayer
Annette von Lossau**

Abréviations

ACORD	Agency for Cooperation and Research in Development
ARED	Associates in Research & Education for Development
CIPEA	Centre International pour l'Élevage en Afrique
DELTA	Development Education and Leadership Teams in Action
ETC	Education and Training Consultants
GRAAP	Groupe de Recherche et d'Appui pour l'Autopromotion Paysanne
GTV	Gestion des Terroirs Villageois
GTZ	Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
IDS	Institute for Development Studies
IIED	International Institute for Environment and Development
ITDG	Intermediate Technology Development Group
MARP	Méthode Accélérée de Recherche Participative
ODI	Overseas Development Institute
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PRA	Participatory Rural Appraisal
RRA	Rapid Rural Appraisal
S&E	Suivi et Evaluation
UK	Royaume-Uni
UNSO	Bureau des Nations unies pour la Région Soudano-Sahélienne

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
SPÉCIFICITÉS DE LA PLANIFICATION PASTORALE	3
Le règlement de conflits	4
Planification de la gestion des terroirs	5
Organisation pastorale	6
EXPÉRIENCES SUR LE TERRAIN	7
Expériences avec la MARP dans les étapes initiales de la planification	7
Expériences de planification pastorale moins "rapide"	10
Suivi et évaluation participatifs	12
Problèmes, limites, partis pris et risques	14
Questions d'éthique et responsabilités	19
CONCLUSIONS	21
TABLEAU	25
BIBLIOGRAPHIE	28

INTRODUCTION

Le développement pastoral s'est révélé être un chapitre difficile de l'histoire de la coopération technique entre l'Europe et l'Afrique. Comparés aux buts envisagés, les investissements considérables dans des projets pastoraux en Afrique sub-saharienne n'ont obtenu qu'un succès modeste. Ce déficit est dû dans une grande mesure au peu de compréhension des planificateurs pour les objectifs des éleveurs, pour le fonctionnement des systèmes pastoraux, pour leur productivité par rapport à l'environnement, et pour l'économie de l'élevage extensif.

Durant les deux dernières décennies, la recherche a souligné les fondements logiques, le fonctionnement et la productivité des systèmes pastoraux (cf Scoones 1994b). Il a été reconnu que les sociétés pastorales ont des objectifs complexes, et qu'à cet égard leurs systèmes pastoraux sont souvent très productifs (p.ex. Behnke 1983, Sandford 1983, de Ridder & Wagenaar 1986).

Entre temps, on a aussi de mieux en mieux compris les écosystèmes de parcours en Afrique. Il est maintenant reconnu que les précipitations fortement variables dans les régions semi-arides et arides ont pour résultat un "déséquilibre constant" ou, en d'autres termes, une "transition permanente" de la végétation naturelle (Behnke et al 1993). Cela indique la nécessité d'une mobilité et l'importance de prises de décisions flexibles et décentralisées à l'égard de la gestion du parcours (Bayer & Grell 1994). Une planification au niveau local est donc particulièrement nécessaire dans le secteur pastoral, mais les méthodes d'une collaboration entre planificateurs et pasteurs n'existaient pas ou n'étaient pas très efficaces, du moins jusqu'à une date récente.

Non seulement dans le développement pastoral, mais aussi dans d'autres projets agricoles, la planification conventionnelle est extrêmement restreinte par le fait que peu de données sont disponibles sur la situation rurale. L'information que l'on peut gagner lors d'une mission "normale" d'identification de projet n'est qu'anecdotique et

peut facilement être dénaturée. L'autre extrême concerne les enquêtes à partir de questionnaires. Ces enquêtes sont non seulement très chères, mais demandent en plus beaucoup de temps. Dans le cas de la production animale, elles s'étendent souvent sur un suivi long et détaillé des troupeaux et des ménages pastoraux. L'interprétation des résultats est très difficile, tant par la grande quantité de données accumulées que par le manque d'informations qualitatives qui faciliteraient l'explication des résultats quantitatifs.

On a alors cherché des possibilités rentables de s'informer sur la situation, sur les besoins et sur les initiatives des gens ruraux, ainsi que de recueillir des données importantes pour planifier les projets. Ceci a permis le développement de méthodes de *Rapid Rural Appraisal (RRA)*. Une première *RRA* peut être réalisée en 2-3 semaines, y compris le compte rendu. Elle a pour résultat un diagnostic approximatif et indique les directions prometteuses - dites "les meilleurs paris" - pour les activités de développement.

La *RRA* traite les gens locaux comme des informateurs: ils répondent aux questions posées par les personnes extérieures, qui à leur tour analysent les réponses. Les expériences gagnées avec les méthodes *RRA*, en particulier en Inde, ont montré que les ruraux sont tout à fait capables d'analyser leur propre situation. Ceci a entraîné le développement de la *Participatory Rural Appraisal (PRA)*, qui permet aux gens locaux de participer activement à l'identification de leurs problèmes, à la recherche des solutions et à l'évaluation des résultats. La *MARP* (Méthode Accélérée de Recherche Participative) est essentiellement une version française de la *PRA*, et c'est ce terme qui sera employé dans ce qui suit.

Depuis la seconde moitié des années 80, la littérature sur la participation au développement rural s'est accrue énormément. Pourtant, elle ne traite en grande partie que des cultivateurs. Il n'existe que très peu de documentation concernant les éleveurs, et encore moins concernant les pasteurs. Ce compte rendu donne un aperçu de quelques expériences récentes des approches participatives dans la planification pastorale, tout en se concentrant sur les méthodes

appliquées au cours du processus.

LES SPÉCIFICITÉS DE LA PLANIFICATION PASTORALE

La planification en milieu pastoral diffère de celle dans d'autres projets agricoles pour les raisons suivantes:

- les pasteurs utilisent des régions arides et semi-arides à grande variabilité climatique. Par conséquent, les ressources naturelles dont les pasteurs sont dépendants varient dans l'espace et dans le temps au cours d'une année, mais aussi d'une année à l'autre;
- le bien le plus important des pasteurs (le cheptel) est plutôt mobile que stationnaire (la terre);
- l'utilisation des terres dans les systèmes pastoraux s'étend sur un vaste espace, afin d'inclure la pâture pendant la saison des pluies et la saison sèche, ainsi que le terrain tenu en réserve pour les cas d'urgence; en général, les terres utilisées n'ont pas de limites fixées;
- les régimes fonciers des ressources utilisées par les pasteurs ont plutôt tendance à faire partie des régimes de propriété commune qu'à des parcelles et des exploitations clairement définies pour une utilisation individuelle;
- les pasteurs utilisent souvent des ressources qui sont utilisées pour le pâturage, mais aussi quelquefois pour la culture, par d'autres groupes, en même temps ou à d'autres saisons ou, d'autres années; pour cette raison, il faut que les pasteurs négocient avec ces autres groupes pour avoir accès aux ressources, pour gérer leur utilisation et pour les améliorer;
- afin de permettre grande mobilité et une prise de décisions flexible, le ménage ou un groupe de ménages pastoraux constitue l'unité opérationnelle de base; en général, la collaboration entre les ménages

ou entre les groupes n'est pas strictement institutionnalisée.

Ces caractéristiques indiquent la grande importance des aspects institutionnels dans la planification pastorale. L'innovation technique comme l'introduction des nouvelles variétés fourragères a en général une moindre importance.

Le règlement de conflits

De telles stratégies souples et multiples de l'utilisation des terres font que des conflits sont inévitables. C'est pourquoi le règlement de conflits joue un grand rôle dans la planification pastorale.

Au cas où il ne semble pas exister de conflits là où l'on devrait s'y attendre, par exemple, dans le cas où différents groupes ethniques utilisent les mêmes ressources, il est très probable que des institutions indigènes efficaces gèrent les ressources naturelles. Dans ces cas, les institutions locales ne sont pas évidentes parce qu'elles fonctionnent si bien.

Tout effort en vue de renforcer la position de groupes désavantagés, comme par exemple, les minorités pastorales, les éleveurs plus pauvres ou les femmes pastorales, vis-à-vis des autres groupes de la région engendrera davantage de conflits. Si certains groupes ne peuvent pas exprimer leurs soucis ou réclamer leurs droits, il n'y a pas de conflits. Lorsque les changements permettent à de tels groupes de gagner des pouvoirs de prises de décisions ou l'accès à des ressources productives, l'augmentation des conflits est alors un signe de progrès. Le défi de créer des forums pour négocier le changement et pour canaliser les conflits dans des actions constructives est particulièrement grand en milieu pastoral. Une planification participative peut aider à identifier des conflits locaux potentiels ou existants, ainsi que des institutions et des mécanismes pour leur solution. Elle peut au moins indiquer où de tels mécanismes devraient être instaurés (Schoonmaker Freudenberg 1993).

Planification de la gestion des terroirs

Les éleveurs sont souvent exclus des projets de gestion des terroirs qui ne sont utilisés que temporairement comme pâtures, bien que ces terrains puissent être d'une importance vitale pour le système de production pastorale. Ceci est le cas pour la planification de l'utilisation des terres délimitées des villages, désignée "gestion des terroirs villageois" (GTV). Cette approche devrait être un processus de planification participative où l'agence de développement et les villageois font en commun l'analyse des problèmes environnementaux, économiques, institutionnels et sociaux, et planifient et mettent en oeuvre des programmes pour les alléger (Toulmin 1993). Les comités villageois formés pour la gestion des ressources locales sont parfois établis sur la base des institutions locales existantes, bien qu'ils soient souvent instaurés par des agents extérieurs. La délimitation légale des ressources du village et même de la propriété individuelle se fait souvent par la suite. En général, ces plans sont limités aux aspects techniques d'une "bonne" gestion du terrain, par exemple, des diguettes le long des courbes de niveau. Toutes ces innovations ont des suites sérieuses pour les droits à l'accès au parcours (Laban 1993, Marty 1993).

"Le concept de "terroir" est dérivé des villages agricoles sédentaires situé au centre d'un groupe de ressources défini. Les éleveurs, plus particulièrement dans les régions plus marginales, utilisent rarement des ressources adjacentes au sein d'une zone relativement gérable pour gagner leur vie; en effet, l'une de leurs principales stratégies est de se déplacer continuellement d'une zone agro-écologique à l'autre et à l'intérieur de chacune. De ce fait, ils possèdent rarement un "terroir" défini et utilisent souvent des ressources exploitées par d'autres systèmes de production à d'autres époques de l'année (c'est-à-dire, les champs appartenant aux paysans) et il se peut qu'ils n'aient qu'un droit d'accès secondaire, voire tertiaire, à ces ressources. L'approche "territoriale" risque de donner aux paysans sédentaires le pouvoir d'exclure les pasteurs nomades ou transhumants des terres à brouter auxquelles ils avaient

jusqu'ici accès" (Lane & Moorehead 1993).

Cette exclusion n'est dans l'intérêt ni des éleveurs ni des planificateurs: les terrains qui sont de plus en plus contrôlés par les agriculteurs ont souvent une importance stratégique pour les éleveurs, du fait que leur utilisation saisonnière permet l'utilisation productive d'autres terrains plus marginaux à d'autres saisons de l'année.

Organisation pastorale

Un élément extrêmement important de la planification avec des éleveurs est le renforcement de l'organisation pastorale et de leur interaction avec d'autres groupes. Lorsqu'on considère les déplacements saisonniers et la subdivision saisonnière des ménages parmi de nombreux groupes pastoraux, la création d'organisations pastorales qui peuvent planifier des actions, les mettre en oeuvre et les évaluer est relativement difficile. Les éleveurs ne sont prêts à consacrer du temps que s'ils peuvent en attendre des bénéfices considérables.

La création d'organisations pastorales ne devrait pas forcément précéder toute action. Elle devrait plutôt aller de pair avec la mise en oeuvre de nouvelles activités. Le type d'organisation qui se développe alors différera selon l'activité en question. Il est improbable qu'un seul organe de planification au niveau local, par exemple, le "comité de gestion villageois", puisse traiter toutes les questions locales de la gestion des ressources naturelles. Il est plus réaliste et efficace de prendre en considération plusieurs types d'organisation différents pour la gestion des diverses ressources à différents niveaux, ainsi que plusieurs modes d'interaction entre eux.

Actuellement, certains planificateurs recommandent de larges "tables rondes": des forums de discussion réunissant des éleveurs, des agriculteurs, des ONG et d'autres agences de développement, ainsi que des autorités gouvernementales sur les différents plans. Toutefois, les expériences faites à ce sujet ne sont que très réduites. Les questions concernant l'utilisation des ressources doivent être négociées

au niveau local le plus bas possible et entre les personnes directement concernées.

A l'égard du développement pastoral, il est d'une importance cruciale de reconnaître les droits temporaires à l'utilisation des ressources, y compris les droits de passage des troupeaux. Il est aussi important que les éleveurs soient informés sur leurs droits dans le cadre des lois modernes, et sur les conséquences de certaines actions, par exemple, de la vente des terres, afin qu'ils puissent inclure ces connaissances dans les institutions existantes qui traitent la gestion des ressources naturelles et la négociation de leur utilisation.

EXPERIENCES SUR LE TERRAIN

Expériences avec la MARP dans les étapes initiales de la planification

Il n'y a que peu d'outils de la MARP qui ne soient pas applicables en milieu pastoral. Et ils y sont utilisés - même si ce n'est que d'une façon limitée - depuis plus d'une décennie. Ainsi l'outil méthodologique maintenant bien connu - la classification selon la prospérité -, qui a été développé par Polly Hill (1972) au Nigéria, a été amélioré par Barbara Grandin (1983a) au cours de ses études des systèmes de la production pastorale au Kenya. La grande majorité des comptes rendus disponibles sur l'application de la MARP en milieu pastoral se rapporte aux étapes initiales dans le cycle de la planification des projets, et en particulier à l'étape du diagnostic.

En milieu pastoral, les outils de la MARP ont été utilisés le plus souvent pour évaluer les ressources fourragères (Bayer 1990, Scoones 1994a). Des calendriers ont été élaborés pour mettre en évidence l'importance des différentes ressources fourragères selon la saison (FARM-Africa & IIED 1991). Des combinaisons de matrices et d'empilement proportionnel pour classer des maladies de bétail, mais aussi des calendriers saisonniers des maladies, ont été utilisés pour planifier des projets de santé animale, par exemple, en

Afghânistân (Leyland 1994), au Tibet (Heffernan 1994), au Somaliland (Hadrill & Yusuf 1994) et au Kenya (Young 1993). Grandin & Young (1994) ont préparé un guide d'entretien ethno-vétérinaire pour évaluer les besoins de formation des para-vétérinaires dans les différentes régions du Kenya.

La Mongolie représente un cas récent de l'application de la MARP dans la planification du développement pastoral. En effet, des chercheurs et des administrateurs gouvernementaux y ont reçu une formation en utilisation de la MARP. Les outils méthodologiques comme les cartes de ressources, la classification selon la prospérité, la classification des institutions et les matrices historiques ont été utilisés pour aider les éleveurs à évaluer eux-mêmes leur situation et pour familiariser les officiels avec le monde réel des pasteurs (Mearns & Bayartsogt 1994, Mearns *et al* 1992, 1994).

Un autre groupe de méthodes rapides utilisées pour le diagnostic en milieu pastoral est spécifique aux systèmes de la production animale: "l'histoire des animaux" et "la mémoire du gardien" sur l'évolution du troupeau durant les 12 ou 24 derniers mois. Ces méthodes permettent en peu de temps d'avoir un aperçu des paramètres les plus importants de la productivité, comme les taux de reproduction, de mortalité et d'enlèvement du troupeau (Swift 1981, Grandin 1983b, Armbruster & Bayer 1992, Iles 1994). Souvent, les résultats de telles études prouvent que la conception des planificateurs selon laquelle les systèmes pastoraux seraient peu productifs est fautive, et ces résultats aident à identifier les problèmes majeurs de la production animale. Cependant, étant donné que la productivité animale est définie et calculée surtout par les personnes extérieures (chercheurs, cadres du projet), ces études ont tendance à être plutôt extractives que participatives. Elles ne renforcent donc pas les capacités des éleveurs.

Mêmes si les données sont recueillies par les pasteurs eux-mêmes, comme cela avait été le cas pour l'enregistrement laitier par des femmes peules au Nigéria (Waters-Bayer 1985), l'approche n'est pas nécessairement "participative". Dans ce cas, le poids du lait avait été enregistré pour pouvoir en informer l'institut de recherche. Les

femmes se servaient déjà de leurs propres moyens de comparaison du rendement laitier (par volume), mais leurs moyens n'étaient pas suffisamment "scientifiques" pour la recherche. Le seul avantage que les femmes aient tiré de leur participation à l'enregistrement de telles données était qu'elles ont appris à lire et à écrire des chiffres. Par la suite, elles ont pu utiliser ces connaissances pour enregistrer les dettes des clients qui achetaient du lait. C'est pourquoi il nous semblait juste de payer les femmes pour les services qu'elles ont rendus à la recherche.

Un commencement prometteur de la planification participative a été constaté en Tanzanie, où en 1991 un atelier MARP devait sensibiliser les décideurs politiques sur le plan moyen à l'égard de l'utilisation des terres pastorales. Selon le compte rendu de l'atelier, les participants étaient d'accord sur le fait que les arrangements de la tenure traditionnelle correspondaient mieux aux besoins des éleveurs que les changements prévus pour le droit foncier (Johansson & Hoben 1992). Malheureusement, ceci n'a pas réussi à empêcher le parlement tanzanien d'abolir peu après les droits coutumiers (Lane *in* Toulmin 1993).

Un autre commencement prometteur a été noté au Kenya, où des consultants ont travaillé avec des pasteurs borans pour préparer des dossiers de plusieurs voisinages pastoraux en incluant des détails sur les ressources pastorales, leur localisation et leur utilisation. La classification selon la prospérité avait apporté des informations sur la différenciation sociale, et un jeu de problèmes et de solutions avait indiqué les problèmes prioritaires et les solutions potentielles du point de vue des pasteurs (Swift & Umar 1991). Ce processus de planification aurait dû être suivi par des rencontres régulières entre les pasteurs et les cadres du projet, et par la coordination des activités par les comités de développement à plusieurs niveaux. Toutefois, pour des raisons inconnues, le bailleur de fonds a décidé de ne pas continuer à soutenir le processus participatif.

Expériences de planification pastorale moins "rapide"

Les cas de planification avec des éleveurs au-delà de la phase du diagnostic sont rares. Ces cas représentent des projets plus anciens qui avaient commencé avant que la MARP ne soit "en vogue". Par exemple, en utilisant des techniques *DELTA* (*Development Education and Leadership Teams in Action*) au Kenya, une série de rencontres a été organisée avec les anciens et les chefs pokots pour recueillir leurs commentaires et leurs recommandations au sujet d'une création éventuelle de ranches exploités par des groupes. Les réunions visaient à rendre les pasteurs critiques à l'égard de la gestion du parcours au Kenya, à évaluer les avantages et les pièges potentiels de la structure de "ranches de groupe" et à considérer des possibilités d'éviter les pièges (Barrow 1987).

Toujours au Kenya, la Direction des Forêts avait organisé plusieurs ateliers avec les anciens et les chefs des groupes pastoraux turkanas, des officiels locaux et des vulgarisateurs des agences gouvernementales et des ONG, pour obtenir un accord sur une protection active de la végétation naturelle. Ces ateliers étaient destinés à recueillir les connaissances des Turkanas, et à leur faire prendre conscience des problèmes à l'égard des ressources de bois dans leur région. Les discussions et les visites sur le terrain lors de ces ateliers se sont concentrées sur les règlements gouvernementaux et les règlements traditionnels concernant la production du bois de feu et du charbon, l'utilisation du bois de construction, le défrichement des forêts, et la plantation et la gestion d'arbres. Cette approche a mené à une politique de sylviculture, y compris l'élaboration d'une nouvelle législation afin d'intégrer les règlements traditionnels des Turkanas et les lois modernes (Barrow 1987).

Pour donner une impression du temps impliqué: la phase d'élaboration du programme de la vulgarisation participative parmi les Turkanas a duré six ans. Par la suite, il a été jugé nécessaire de continuer à investir dans ce projet, bien qu'à un taux constamment décroissant, pour encore plus de dix ans (Barrow 1991).

Un exemple plus ancien de planification participative nous vient du Mali. Ici, des agents locaux de développement, avec un appui externe intermittent, ont agi en tant que catalyseurs pour stimuler la discussion entre les éleveurs sur l'impact de la sécheresse et sur les moyens grâce auxquels ils pensaient résoudre leurs problèmes. Les éleveurs ont été encouragés à élaborer un plan d'action, à réaliser leur plan, à évaluer les résultats et à projeter d'autres activités. Les cadres ont fourni des informations en provenance de l'extérieur, ou arrangé des visites avec d'autres groupes de paysans ou de scientifiques. Les cadres locaux ont mené une évaluation interne permanente (Gentil & Marty 1979). Cette approche processive du développement pastoral a exigé un engagement résolu, mais souple, de la part des bailleurs de fonds, et ce pendant plus de dix ans (Marty 1990).

Etant donné que les pasteurs utilisent des ressources naturelles qui sont également utilisées par d'autres groupes, ils ne peuvent pas faire de plans indépendamment de ces autres groupes. C'est pourquoi l'expérience faite en planification commune par les éleveurs et les autres groupes mérite une attention particulière. Dans la région de Kaarta au Mali, des groupes de villages paysans et d'éleveurs négocient une gestion concertée des ressources naturelles. Les aspects primordiaux de l'évolution de cette gestion en commun sont:

- la reconnaissance que la production pastorale confère des droits légitimes sur les ressources et les terres, et
- la reconnaissance qu'il existe des interdépendances entre éleveurs et agriculteurs, lorsque ces groupes analysent en commun les complémentarités de leurs systèmes de production.

Des comités paritaires d'éleveurs et d'agriculteurs ont commencé par négocier un consensus, ce qui n'a pas mené à arrêter un plan d'utilisation des terres, mais à un suivi fréquent et une renégociation, en réponse aux conditions changeantes. La réhabilitation du pastoralisme ne dépend pas de l'élaboration d'un plan, mais de la consolidation des institutions pour des négociations décentralisées (Marty 1993).

La planification participative a aussi évolué dans quelques projets qui

ont démarré très conventionnellement. Par exemple, après la famine vers la fin des années 70 dans le nord du Kenya, un projet de secours des Turkana a pris la forme de "vivres en échange de travail". Comme les planificateurs pensaient que la collecte des eaux de ruissellement pourrait garantir l'agriculture, des vivres ont été donnés à ceux qui se livraient à cette collecte en utilisant des techniques en provenance de l'étranger; toutefois, cette entreprise a rencontré peu de succès. Plusieurs années plus tard, lorsque les responsables du projet eurent une meilleure connaissance de la situation des Turkanas, ils adoptèrent une autre ligne de conduite. Ils essayèrent de comprendre et d'améliorer les institutions existantes parmi les Turkanas à des niveaux appropriés en rapport avec la technologie impliquée. La participation des éleveurs dans les campagnes de vaccination était organisée par les chefs de section, dans les projets de puits et de jardins par les personnes au sein d'une "zone domestique" spécifique, et dans les services vétérinaires par des groupes plus petits d'éleveurs. Les activités se développaient à une allure définie par ces institutions locales. Cette approche exigeait que les bailleurs de fonds s'engagent à long terme et n'exercent aucune pression, ceci dans le but d'obtenir des résultats rapides (Cullis & Pacey 1992).

Suivi et évaluation participatifs

Au Mali, l'ONG ACORD a gagné une certaine expérience du suivi et de l'évaluation (S&E) avec des éleveurs. En coopération avec des Touaregs, ACORD a élaboré une approche d'auto-évaluation basée sur les méthodes GRAAP (Groupe de Recherche et d'Appui pour l'Autopromotion Paysanne). Des équipes du projet recueillent des informations sur les conditions d'un groupe et préparent une fiche de base. Des sous-groupes, répartis selon l'âge et le sexe, discutent de leurs problèmes, se présentent leurs résultats au cours d'une assemblée plénière et conviennent des activités à instaurer. Celles-ci sont exposées dans une fiche-action. Le groupe désigne l'appui dont il a besoin, passe un contrat à cet effet avec ACORD et définit les indicateurs sociaux, économiques, techniques et institutionnels pour l'évaluation de chaque activité. Le travail avec des sous-groupes

permet aux groupes marginaux, par exemple, les femmes, d'être entendus, et révèle les différences qui peuvent exister dans les critères de succès. Les critères locaux sont associés aux critères d'ACORD, afin d'élaborer une structure d'évaluation globale qui est consignée dans une fiche de suivi. Après l'exécution d'une activité, le groupe et ACORD l'évaluent selon les indicateurs convenus. La réalisation de cette approche exige des cadres bien formés en techniques d'animation et un investissement considérable de leur temps (Roche 1991).

A cause des troubles civils au Mali en 1991, le personnel d'ACORD n'a pas pu apporter son support intensif à ce processus. Comme les visites sur le terrain étaient impossibles, les éleveurs se sont mis à envoyer des messages oraux ou écrits au personnel des bases d'ACORD. Les activités d'évaluation et de planification se faisaient alors lors de rencontres intercommunautaires organisées dans les bases d'ACORD. Elles étaient précédées et suivies de réunions dans chaque communauté, qui étaient organisées par les représentants locaux. Le principe des sous-groupes et des réunions plénières était maintenu dans les réunions intercommunautaires. L'instrument de suivi le plus commun utilisé par les groupes sont de simples blocs-notes. Par exemple, un comité de gestion de la reconstitution de cheptel possède un bloc-note indiquant les coûts, le nombre et l'espèce d'animaux achetés, à qui ils ont été prêtés et quel montant du prêt a été remboursé. Le document sur l'évolution du processus d'auto-évaluation (Capezzuoli 1994) donne une vue d'ensemble détaillée des points forts et des points faibles de divers outils et stratégies de S&E employés par ACORD et par ses partenaires au Mali depuis le milieu des années 80.

A part ce cas, il n'existe que peu de documentation sur l'usage des méthodes participatives dans le S&E des projets pastoraux. Quelques activités sont toutefois prévues. ActionAid veut utiliser des outils de la MARP dans le S&E du travail vétérinaire (Catley 1994). Un réseau d'ONG britanniques évalue actuellement les méthodes participatives de S&E, entre autres dans les projets pastoraux (Simonazzi 1993). Quinney (1994) décrit une formation en utilisation de la MARP dans le S&E participatif des projets de sylviculture au Soudan, mais il est

encore trop tôt pour faire des comptes rendus d'application sur ce qui a été appris.

Problèmes, limites, partis pris et risques

Comme les autres approches de planification de développement, les approches participatives ne sont pas un remède universel et ne sont pas simples du tout. Leur application exige beaucoup d'habileté et de sensibilité.

Besoins pour l'habileté en matière de communication. Les méthodes participatives exigent surtout que l'on soit maître dans l'art de la communication, c'est-à-dire non seulement de savoir écouter, mais aussi de savoir poser les questions pertinentes. En général, les cadres se considèrent comme des professeurs ayant des connaissances et une perspicacité supérieures à celles des ruraux. Au lieu d'écouter les points de vue et les idées de la population locale, les cadres suivent la ligne de leur expérience et étudient des questions qui concernent peut-être les ministères gouvernementaux, les instituts de recherche ou les bailleurs de fonds, mais pas la population locale.

Un aspect de la communication rarement mentionné dans les comptes rendus sur les approches participatives avec les éleveurs est la question de la traduction. Beaucoup d'éleveurs, surtout les femmes, ne parlent pas la langue officielle du pays où ils vivent. Les personnes extérieures qui veulent faciliter un processus de planification participative ne parlent en général pas la langue maternelle des éleveurs. Bien que les outils de visualisation utilisés dans la MARP puissent surmonter quelques barrières linguistiques, les différences d'interprétation des images resteront présentes. L'idéal serait que des personnes de la région qui parlent la langue et comprennent les "codes" locaux puissent être membres de l'équipe MARP (par exemple, Mlengi & Johansson 1992).

Les interprètes employés peuvent filtrer et influencer la communication avec la communauté locale. Il faudrait que les interprètes soient impliqués dans la planification et la discussion du

travail sur le terrain pour qu'ils comprennent l'objectif et qu'ils puissent apporter leurs propres connaissances de la culture. Pour une interaction à plus long terme dans un processus de développement, l'importance de connaître une langue grâce à laquelle on puisse communiquer directement avec les éleveurs, y compris avec les femmes, est incontestable.

Questions de pouvoir. Les informations fournies par les agriculteurs et les éleveurs, par les hommes et les femmes, ou par les éleveurs riches ou pauvres, reflètent les intérêts personnels et ceux du groupe spécifique. En utilisant ces informations, les projets essaient souvent de créer ou de renforcer les organisations locales en tant qu'"instrument de participation" pour atteindre les objectifs des planificateurs externes: pour adapter les innovations proposées aux conditions locales et pour rassembler les ressources humaines locales. Cette approche peut facilement donner à certains groupes locaux l'occasion de dominer le processus. L'organisation locale décide des personnes qui bénéficieront du projet, par exemple, qui peut faire paître combien de têtes de bétail sur le pâturage amélioré. Dans le cas du Somaliland, Prior (1994) décrit comment un groupe d'éleveurs a essayé de tirer profit d'un projet supporté par une ONG externe afin d'obtenir des droits exclusifs sur des terres sur lesquelles plusieurs groupes pastoraux avaient des droits traditionnels. Une application naïve ou insensible des méthodes participatives peut accroître les injustices.

C'est la raison pour laquelle les processus de planification participative devraient être précédés d'une analyse des différences entre les groupes sociaux. Les problèmes et les préférences seront probablement différents selon le sexe, le niveau de richesse, l'ethnie, l'occupation ou l'âge. Il est possible d'obtenir une première idée des différents groupes sociaux importants dans la zone de projet en étudiant les données secondaires et en discutant avec des "personnes ressources" qui ont une longue expérience de la région. La classification selon la prospérité s'est révélée utile dans de nombreux milieux pour faire la distinction entre les groupes d'après les critères locaux de richesse et de pauvreté. Les méthodes participatives pour

identifier les problèmes et les opportunités, tels que les cartes, l'empilement proportionnel ou la classification préférentielle, peuvent alors être appliquées aux différents groupes sociaux (cf Swift & Umar 1991).

Vue limitée de place et de temps. Bien souvent, une MARP se concentre sur un ou deux villages. Les informations sont recueillies à partir de la perspective des habitants de ces villages (par exemple, les agro-pasteurs), tandis que d'autres groupes (par exemple, les pasteurs nomades) et leur perspectives en sont exclus, particulièrement si différentes ethnies sont concernées.

Il se peut que certains groupes d'usagers de ressources ne résident pas en permanence dans la région étudiée. C'est le cas notamment pour les pasteurs, dont les droits d'accès aux ressources naturelles ne sont souvent que saisonniers. Etant donné que, dans la plupart des cas, les équipes MARP ne passent qu'un temps relativement court dans une région particulière et qu'elles ne parlent qu'avec ceux qui sont présents à ce moment-là, elles risquent fort de ne pas pouvoir considérer les intérêts des usagers absents (Schoonmaker Freudemberger 1994). Une MARP ayant pour objectif un développement pastoral doit délibérément s'adresser aux usagers saisonniers de ressources, ce qui par conséquent dure plus longtemps et demande plus de déplacements que dans d'autres milieux agricoles. Afin d'inclure les usagers de ressources saisonniers absents, il est nécessaire de répéter les activités de la MARP à différentes périodes de l'année. Il est préférable que les outils de la MARP soient appliqués pendant le travail continu du projet, ou tout au moins par des personnes qui travaillent à plusieurs reprises dans une région, de sorte que l'analyse puisse être approfondie au cours de la collaboration.

Données superficielles de qualité incertaine. La MARP a tendance à se limiter à décrire les activités et les environs d'une communauté, et néglige souvent de faire des recherches plus approfondies pour comprendre les décisions stratégiques qui sont à la base des activités observées (Schoonmaker Freudemberger 1994). Dans de nombreux

cas, les cartes, les diagrammes ou les matrices ne sont pas "interviewés" pendant leur réalisation et après avoir été complétés. Ils peuvent facilement être considérés davantage comme une fin en soi qu'en tant qu'instruments visuels qui permettraient aux personnes locales d'engager des discussions et des réflexions afin de faciliter une analyse plus approfondie de la situation.

Un principe important de la MARP est la triangulation: le recoupement des informations en recherchant différentes sources et en employant des outils différents pour obtenir des informations sur une seule et même chose. Mais la triangulation au cours de la MARP n'est pas suffisante. Pendant l'exécution du projet, les résultats d'une première MARP doivent être approfondis, vérifiés ou corrigés. Le recoupement ultérieur des données peut impliquer des observations et des méthodes de recherche conventionnelles telles que des mesures et des questionnaires ciblés.

Une première MARP ne peut que commencer à explorer les questions et les processus complexes tels que le régime foncier et les conflits. De telles questions, qui sont au centre de la production pastorale, nécessitent généralement d'être suivies par des études approfondies. Néanmoins, des instruments visuels tels que les matrices, les cartes ou d'autres diagrammes peuvent également être utiles pendant ces études plus conventionnelles.

La rapide diffusion de la MARP lors de ces dernières années a révélé un problème majeur: celui du contrôle de la qualité. Il apparaît dans de nombreux documents que les objectifs des MARP ne sont pas clairement définis. A partir de ces documents, il n'est pas non plus possible de savoir qui a fait les cartes ou les diagrammes, qui a formulé les critères dans la matrice, etc. Il n'est pas suffisant de décrire sommairement les méthodes par "MARP", ou d'indiquer le nom des outils appliqués, par exemple, "carte de ressources", "classification préférentielle". Pour être en mesure de juger de la qualité des données, on a besoin également de savoir comment ces outils ont été appliqués.

Imposition de concepts étrangers. Il se peut que certains outils de la MARP imposent un point de vue occidental ou une manière occidentale de consigner les informations, par exemple, les cartes, les matrices, les diagrammes en arborescence. La visualisation peut ne pas être facilement comprise dans toutes les sociétés, même si l'emploi de photographies aériennes dans la planification participative de l'utilisation des terres (cf Sandford 1989) montre que ces outils peuvent être employés avec plus de succès qu'on l'aurait supposé. Certaines personnes qui s'expriment facilement oralement ont des difficultés à le faire au travers de diagrammes (cf Leyland 1992). Il convient de noter que les éleveurs touaregs travaillant avec ACORD au Mali ont demandé explicitement à remplacer la visualisation par des mots écrits et parlés lors des activités d'évaluation et de planification (Capezzuoli 1994).

Les concepts spatiaux de villages qui ont des limites clairement définies peuvent dérouter les éleveurs. Au lieu de cela, ceux-ci peuvent avoir un concept d'espace concentré sur des "centres vitaux" (villes de marché, puits) et sur un éventail de ressources clés (bas-fonds), avec les mouvements opportuns entre les zones écologiques et les micro-variations de l'environnement (Marty 1993).

Si on se réfère aux méthodes de communication, aux points de vue spatiaux ou aux idéaux politiques ou socio-culturels, y compris la libération de la femme, il faut que les équipes de planification participative soient dotées d'une très grande sensibilité pour être capable de reconnaître quand elles essaient d'imposer des concepts étrangers et quand par conséquent les discussions risquent de se terminer dans une impasse.

L'application extractive. De nombreuses équipes de MARP sont composées de personnes extérieures qui recueillent les connaissances et les idées indigènes et qui proposent ensuite des possibilités de développement à la population locale. Le terme "participatif" est souvent appliqué à des méthodes plus ou moins conventionnelles pour soutirer des informations, appelées maintenant "savoir local". Ceci est particulièrement flagrant dans les manuels qui donnent des exemples

de questionnaires "MARP" à appliquer auprès des paysans. La MARP peut devenir très facilement un processus de manipulation par lequel les planificateurs obtiennent et disséminent sélectivement des informations afin d'arranger leurs propres objectifs.

Néanmoins, si la MARP "extractive" est appliquée par des personnes motivées pour promouvoir le développement pastoral, elle peut être utile pour influencer la politique de recherche et de développement. Les études peuvent fournir aux décideurs politiques des informations sur les systèmes de production pastorale que la recherche officielle connaît peu. Les MARP peuvent aussi apporter directement des informations dans les discussions politiques, par exemple, lorsque des fonctionnaires participent à des MARP dont le centre d'intérêt sont les régimes fonciers locaux et les pratiques de gestion des ressources, et qu'il est question de débattre d'un nouveau code foncier à l'échelon national.

Questions d'éthique et responsabilités

La MARP représente une partie d'un processus d'analyses collectives et un support continu de la population locale en essayant d'améliorer sa situation. Les agences de développement et les bailleurs de fonds encourageant les approches participatives prennent d'énormes responsabilités et doivent être au courant des questions éthiques impliquées.

Un exemple frappant est donné par l'expérience citée plus haut dans le nord du Kenya. Après la session de planification participative avec les consultants, les éleveurs borans ont proposé la création d'un comité de gestion du parcours pour contrôler les ressources naturelles utilisées par le groupe. Ils ont exprimé leur satisfaction d'être impliqués dans la planification; ils étaient pleins d'espoir et d'enthousiasme, et prêts à assumer des responsabilités de gestion (Swift & Umar 1991). Si, comme dans ce cas, un bailleur de fonds n'est pas prêt à accepter les conséquences d'une participation locale dans la planification et à fournir par la suite l'appui approprié, l'exercice de planification ne peut alors qu'être démoralisant, aussi

bien pour les éleveurs que pour les personnes extérieures qui y étaient impliquées. C'est en fait le plus grand danger des approches de planification participative: faire naître de faux espoirs. Tant que les projets travaillaient sur les "îlots de développement", sans relation avec les réalités pastorales, les pasteurs savaient au moins ce qui les attendait

Une dernière question d'éthique en relation avec la planification participative est de savoir qui contrôle les informations. La population locale a le droit de savoir et d'influencer la manière dont sont utilisées les données qu'elle fournit et les idées qu'elle engendre. La recherche participative appliquée dans une atmosphère de confiance mutuelle peut entamer des questions délicates et générer des données qui peuvent être utilisées dans des buts bénéfiques, mais aussi au détriment des participants locaux (cf Waters-Bayer 1994). Tout particulièrement dans le cas des éleveurs, il peut ressortir des divergences entre la politique de l'Etat et les pratiques locales d'utilisation des ressources naturelles, par exemple, le brûlage de la prairie ou l'ébranchage des arbres. Le simple fait de décrire une pratique (officiellement illégale) dans la documentation MARP pourrait alarmer les autorités et compromettre son application (Schoonmaker Freudemberger 1994). Ici, il faut faire un choix entre la propagation sélective des informations vers les autorités extérieures et un effort concerté pour convaincre ces autorités de changer de politique. En tous cas, il faut absolument veiller à ce que les données provenant du processus de la planification participative ne soit pas essentiellement utilisées pour renforcer la base d'informations des autorités, qui pourraient ainsi mieux contrôler et manipuler la population locale.

L'idéal serait que la population locale applique elle-même les méthodes MARP sous son propre contrôle. Un exemple dans ce sens: le Programme Zones Arides de l'IIED travaille en collaboration avec ARED (*Associates in Research and Education for Development*) au Sénégal, en formant les éleveurs directement dans les techniques MARP pour qu'ils soient capables d'élaborer leurs propres plans de gestion et d'exprimer leurs intérêts à de plus hauts niveaux de

planification. En utilisant parallèlement un programme d'alphabétisation pour les éleveurs, ARED teste et améliore le matériel de formation MARP en langue Pulaar, afin de l'adapter aux besoins des communautés pastorales. Les éleveurs sachant depuis peu lire et écrire peuvent faciliter les activités de planification MARP. Cette approche participative devrait aider à élaborer la politique nationale de développement pastoral et démontrer clairement l'appui que l'on peut donner aux éleveurs pour planifier et gérer leurs ressources (IIED 1994; Sonja Fagerberg-Diallo, pers.comm. 1994).

CONCLUSIONS

D'après cet aperçu des expériences dans la planification participative, certaines méthodes MARP peuvent être recommandées pour les différentes étapes du processus. Ces méthodes sont décrites dans la publication *Planification avec des pasteurs* (disponible auprès de la Division 422 de la GTZ). Dans la bibliographie de cette publication, on trouve des résumés détaillés des documents disponibles sur la planification participative avec des éleveurs en utilisant la MARP et d'autres méthodes participatives, de même que quelques comptes rendus sur la planification avec d'autres groupes ruraux en utilisant des méthodes applicables en milieu pastoral.

En plus des diverses recommandations sur les méthodes à employer, les principales conclusions qui ressortent de cet aperçu sont les suivantes:

- Les approches participatives ne sont pas un moyen à faible coût pour les agences de développement ou les autorités d'obtenir davantage d'informations sur la production pastorale. Elles peuvent aider à mieux orienter les projets et la recherche sur les besoins des éleveurs. Mais elles donnent surtout une base à la communication entre les éleveurs et les personnes extérieures, et servent à renforcer les capacités locales de planification.
- En fait, toutes les méthodes MARP peuvent être appliquées en théorie à la planification avec des éleveurs, mais il faut qu'elles

soient adaptées aux sociétés respectives et appliquées de façon flexible. Il ne faut pas que les méthodes participatives et l'ordre dans lequel elles sont utilisées soient strictement codifiés.

- Par opposition aux méthodes, certains concepts employés dans la planification avec des agriculteurs sédentaires ne conviennent pas aux éleveurs mobiles. Cela se vérifie particulièrement dans le cas du "territoire", lequel ne peut pas être facilement défini par des limites et qui peut varier selon la saison, l'année et le but de l'utilisation des ressources. Les approches de planification appuyées par des projets supposent normalement une présence plus ou moins constante de la population "locale". Les conditions naturelles dans lesquelles vivent les éleveurs exigent qu'ils se déplacent avec leurs troupeaux de manière opportune. Cela signifie que la planification avec les éleveurs exige une approche davantage orientée sur les unités sociales que sur les unités territoriales.
- La politique agricole dominante, qui favorise la sédentarisation et la culture, peut contribuer à une méfiance de la part des éleveurs envers les personnes extérieures. Par conséquent, un certain temps est nécessaire - éventuellement quelques années - afin de pouvoir développer un rapport suffisant entre les personnes extérieures et les éleveurs pour entamer des questions délicates, comme par exemple, la tenure foncière des ressources naturelles ou la propriété du bétail, en tant que base de la planification en commun.
- Dans le développement pastoral, les questions institutionnelles sont plus importantes que les questions techniques. Quoiqu'il en soit, les organisations et les accords institutionnels doivent se développer autour d'objectifs et d'activités clairs, et non pour leur propre cause.
- Les tâches à accomplir définissent le niveau d'organisation pastorale auquel les projets sont planifiés. Il sera nécessaire d'impliquer différents types d'organisation - officielle ou non -

pour gérer différentes ressources à différents niveaux.

- Les institutions qui permettent l'utilisation partagée des ressources naturelles avec les agriculteurs sont vitales pour un grand nombre de groupes pastoraux; par conséquent, il faut que les approches participatives de la gestion des terroirs par les éleveurs incluent également d'autres usagers de ressources, et qu'elles aient pour but de créer ou de renforcer les accords entre eux.
- Les conflits sont inévitables lorsque les ressources sont utilisées par différents groupes. Le règlement de conflits est par conséquent une part importante de la stratégie de la gestion pastorale. Comme on peut causer plus de tort que de bien en intervenant sans bien comprendre les mécanismes existants qui permettent de régler les conflits, les projets doivent avoir une approche particulièrement prudente face à de telles questions.
- Les pasteurs, comme d'autres groupes, ne sont pas homogènes. Dans la planification participative, il se peut que certains individus ou sous-groupes manipulent le processus à leur profit. Il faut que les personnes extérieures prennent conscience de ce danger.
- La planification participative avec la population locale - éleveurs ou autres - est le début d'un long processus et ne devrait pas être entreprise si les initiateurs ne s'engagent pas fermement à la poursuivre.

Il se peut que les agences de développement se demandent si les projets "participatifs" ont plus de succès que les projets conventionnels. La réponse dépend de la manière dont le "succès" est interprété, du moment où il est interprété, et des personnes qui l'interprètent. De plus, elle se voit influencée par trois différences importantes entre les projets "participatifs" et les projets conventionnels:

- Les projets participatifs, particulièrement en milieu pastoral, ne se limitent pas aux techniques de production. Une part importante de ces projets est constituée par les questions institutionnelles et par le renforcement des capacités locales. C'est là qu'il faut chercher des indicateurs significatifs et prendre en considération la valeur relative des réalisations techniques et institutionnelles.
- Etant donné que les projets participatifs s'orientent d'après un processus, leur succès ou leur échec ne peuvent être mesurés qu'après un laps de temps considérable.
- Les projets participatifs doivent être évalués en commun par la population locale et par les agents extérieurs, en prenant en compte les critères de succès ou d'échec identifiés par la population locale. Une comparaison significative des projets participatifs et des projets conventionnels nécessiterait que l'on évalue ces deux types de projets selon la même approche. Bien qu'on puisse s'imaginer que les projets conventionnels soient évalués en commun par la population locale et les agents extérieurs, de telles expériences ne nous sont pas connues. De plus, si c'était le cas, cela équivaldrait à un éloignement d'un projet conventionnel et à un rapprochement d'un style de développement plus participatif.

Tableau : Phases de planification, types d'information sur les systèmes d'élevage et méthodes/outils qui peuvent être employés

Phase de planification	
Type d'information ou but	Méthodes/outils suggérés*
Etablir un rapport:	
Histoire de la région (anciennes tendances, réalisations):	Profil historique Histoire orale
Information générale sur la région et les conditions de production:	Transect Participation aux tâches quotidiennes
Information générale sur la population et les relations:	Prise de photos, distribution et discussion des épreuves
	<i>Personnes ressources, petits groupes, réunions de groupes plus grands</i>
Diagnostic:	
Importance relative du bétail dans le système de moyens de subsistance:	Analyse des moyens de subsistance Empilement proportionnel
Ressources disponibles pour le bétail:	Cartes saisonnières des ressources
Utilisation des ressources:	Diagramme des flux de bioressources Carte/maquette Empilement proportionnel Classification matricielle
Modèles de pâturage/utilisation des ressources fourragères:	Calendrier Carte d'utilisation des ressources
Préférence de fourrage:	Hierarchisation
Pratiques d'élevage:	Calendrier saisonnier Carte de mobilité
Connaissances locales des maladies des animaux:	Guide ethnovétérinaire Diagramme causal
Historique des maladies des animaux:	Profil historique
Traits préférés des races:	Classification matricielle
Mortalité relative chez différentes espèces:	Empilement proportionnel
Paramètres de productivité du cheptel:	Histoire de la progéniture Mémoire du gardien

* On peut employer des interviews semi-structurées à toutes les étapes de planification et pour explorer tous les types d'informations mentionnés ci-dessus.

Phase de planification

Type d'information ou but

Méthodes/outils suggérés

Diagnostic (suite):

Relations entre l'élevage et d'autres secteurs:

Diagramme des flux

Tendances saisonnières, p.ex. pour:

- maladies et parasites
- taux de mortalité
- ventes de bétail
- prix des intrants et des produits
- taux de natalité
- récolte de lait

Calendriers

Empilement proportionnel

Pourcentage de revenu dérivé de l'élevage:

Empilement proportionnel
Diagramme

Besoins en main d'oeuvre:

Calendrier saisonnier
Profil de temps quotidien
Apprentissage de tâches locales

Relations du prêt et partage d'animaux:

Carte sociale

Organisation sociale:

Diagramme de Venn
Carte sociale

Liens institutionnels:

Diagramme de Venn

Différences de richesses:

Classification selon le niveau de richesse

Structure de commercialisation:

Diagramme des flux

Analyse des conflits:

Diagramme de Venn
Diagramme des flux
Incident critique

Histoire des innovations:

Diagramme du sentier

Services disponibles:

Diagramme de Venn
Carte de services et débouchés

Analyse des problèmes:

Arbre à problèmes
Diagramme causal

Réunion avec des petits groupes, des personnes ressources, des comités, de plus grands groupes

Phase de planification	Méthodes/outils suggérés
Type d'information ou but	
Planification:	
Problèmes prioritaires:	Brainstorming / Hiérarchisation
Solutions prioritaires:	Brainstorming / Hiérarchisation. Jeu à problèmes et solutions
Attribution de tâches, planification du temps:	Diagramme du processus Matrice
	<i>Discussions en groupe, réunions, ateliers</i>
Suivi & évaluation:	
Suivi & évaluation:	Réunions et ateliers, en employant des méthodes de classification matricielle et préférentielle Séries de calendriers ou cartes Diagramme d'impact
Approfondissement du diagnostic:	Mêmes outils que pour le diagnostic mais mise au point
	<i>Discussions en groupes, réunions, ateliers</i>

BIBLIOGRAPHIE

- Armbruster T & Bayer W. 1992. Quick ways to assess animal productivity: interviewing cows. *ILEIA Newsletter* 8 (3): 25.
- Barrow E. 1987. Extension and learning: examples from the Pokot and Turkana, pastoralists in Kenya. IDS Workshop "Farmers and Agricultural Research: Complementary Methods", 26-31 July 1987, Brighton, UK.
- Barrow E. 1991. Evaluating the effectiveness of participatory agroforestry extension programmes in a pastoral system, based on existing traditional values. *Agroforestry Systems* 14: 1-21.
- Bayer W. 1990. Use of native browse by Fulani cattle in central Nigeria. *Agroforestry Systems* 12: 217-28.
- Bayer W & Grell H. 1994. Pastoralismus und Desertifikationsbekämpfung. *Entwicklung und ländlicher Raum* 2/94: 6-9.
- Behnke RH Jr. 1983. Production rationales: the commercialization of subsistence pastoralism. *Nomadic Peoples* 14: 3-33.
- Behnke RH Jr, Scoones I & Kerven C. 1993. *Range ecology at disequilibrium: new models of natural variability and pastoral adaptation in African savannas*. Londres: ODI.
- Capezzuoli S. 1994. The development of the auto-evaluation process in the Gao and Timbuktu regions in northern Mali. Londres: ACORD.
- Catley A. 1994. Report on ActionAid-Somaliland Animal Health Programme, Sanaag Region, March 1993-Feb. 1994. Midlothian: VETAID.
- Cullis A & Pacey A. 1992. *A development dialogue: rainwater harvesting in Turkana*. Londres: Intermediate Technology Publications.
- FARM-Africa & IIED. 1991. *Farmer participatory research in North Omo, Ethiopia*. Londres: FARM-Africa & IIED.
- Gentil D & Marty A. 1979. Intensification de l'élevage pastoral sahélien: les expériences de Tchintabaraben (Niger) et de la 6ème Région du Mali. In: Billaz R & Dufumier M (éds), *La Recherche-Développement appliquée à l'agriculture*

tropicale et méditerranéenne semi-aride (Montpellier: DGRST Comité Lutte contre l'Aridité Tropicale), pp 173-200.

Grandin B. 1983a. The importance of wealth effects on pastoral production: a rapid method for wealth ranking. In: *Pastoral systems research in sub-saharan Africa* (Addis Abeba: CIPEA), pp 237-56.

Grandin B. 1983b. Livestock transactions data collection. In: *Pastoral systems research in sub-saharan Africa* (Addis Abeba: CIPEA), pp 277-85.

Grandin B & Young J. 1994. Ethno-veterinary question list. *RRA Notes* 20: 39-46.

Hadrill D & Yusuf II. 1994. Seasonal disease incidence in the Sanaag Region of Somaliland. *RRA Notes* 20: 52-3.

Heffernan C. 1994. Livestock healthcare for Tibetan agropastoralists: application of Rapid Rural Appraisal techniques. *RRA Notes* 20: 54-7.

Hill P. 1972. *Rural Hausa: a village and a setting*. Cambridge: University Press.

IIED. 1994. Resource tenure and natural resource management in dryland Africa: a policy oriented programme of collaborative research. Londres: IIED Drylands Programme.

Iles K. 1994. The progeny history data collection technique: a case study from Samburu District, Kenya. *RRA Notes* 20: 71-77.

Johansson L & Hoben A. 1992. RRAs for land policy formulation in Tanzania. *Forests, Trees and People Newsletter* 15/16: 26-31.

Laban P. 1993. Accountability in integrated village land management. Paper for conference on "Local Management of Nature and Natural Resources in the National Context of Africa", 9-10 Feb. 1993, Leiden, Netherlands.

Lane C & Moorehead R. 1993. Nouvelles orientations en matière de politique et de tenure foncière des ressources naturelles en terres de parcours. Londres: Programme des Zones Arides de l'IIED.

Leyland T. 1992. VETAID / Health Unlimited Animal Health Care Project,

Afghanistan. In: Young J (ed), *ITDG Village Animal Healthcare Workshop, Kenya: the case studies* (Rugby: ITDG); Appendix 4, pp 13-18.

Leyland T. 1994. Planning a community animal health care programme in Afghanistan. *RRA Notes* 20: 47-51.

Marty A. 1990. Les organisations coopératives en milieu pastoral. *Cahiers Sciences Humaines* 26 (1-2): 121-35.

Marty A. 1993. La gestion des terroirs et les éleveurs: un outil d'exclusion ou de négociation? *Revue Tiers Monde* XXXIV (134): 327-44.

Mearns R & Bayartsogt D. 1994. Institution ranking and social mapping in rural Mongolia. *RRA Notes* 20: 154-6.

Mearns R *et al.* 1992. Direct and indirect uses of wealth ranking in Mongolia. *RRA Notes* 15: 29-38.

Mearns R *et al.* 1994. Natural resource mapping and seasonal variations and stresses in Mongolia. *RRA Notes* 20: 95-105.

Mlinge W & Johansson L. 1992. Empowering customary community institutions to manage natural resources in Tanzania. Workshop on People's Participation in Management of Natural Resources, Stockholm. Published in *Forests, Trees and People Newsletter* 22 (1993): 36-42.

Prior J. 1994. *Pastoral development planning*. Oxford: Oxfam.

Quinney S. 1994. Applying PRA methods to participatory monitoring and evaluation: report on a course held in El Obeid, Sudan. *RRA Notes* 19: 85-7.

de Ridder N & Wagenaar KT. 1986. Energy and protein balances in traditional livestock systems and ranching in eastern Botswana. *Agricultural Systems* 20: 1-16.

Roche C. 1991. ACORD's experience in local planning in Mali and Burkina Faso. *RRA Notes* 11: 33-41.

Sandford R. 1989. A note on the use of aerial photographs for land use planning on a settlement site in Ethiopia. *RRA Notes* 6: 18-19.

Sandford S. 1983. *Management of pastoral development in the Third World*. Chichester: John Wiley & Sons & ODI.

Schoonmaker Freudenberger K. 1994. Challenges in the collection and use of information on livelihood strategies and natural resource management. In: Scoones I & Thompson J (eds), *Beyond farmer first* (Londres: Intermediate Technology Publications), pp 124-33.

Schoonmaker Freudenberger M. 1993. *Institutions and natural resource management in The Gambia*. Madison: Land Tenure Center.

Scoones I. 1994a. Browse ranking in Zimbabwe. *RRA Notes* 20: 91-4.

Scoones I (ed). 1994b. *Living with uncertainty: new directions in pastoral development in Africa*. Londres: Intermediate Technology Publications.

Simonazzi A. 1993. Participatory evaluation: theory, methods and experience: PRA, GRAAP and the Kenyan case. Université de Londres.

Swift J. 1981. Rapid appraisal and cost-effective participatory research in dry pastoral areas of West Africa. *Agricultural Administration* 8: 485-92.

Swift J & Umar AN. 1991. Participatory pastoral development in Isiolo District. Isiolo: Isiolo Livestock Development Project.

Toulmin C. 1993. Gestion de terroir: Concept and Development. UNSO

Waters-Bayer A. 1985. Dairying by settled Fulani women in central Nigeria and some implications for dairy development. *Pastoral Development Network Paper* 20c. Londres: ODI.

Waters-Bayer A. 1994. Studying pastoral women's knowledge in milk processing and marketing - for whose empowerment? *Agriculture and Human Values* 11 (2/3): 85-95.

Young J. 1993. Alternative approaches to the identification of smallholder problems and opportunities. In: Daniels PW et al (eds), *Livestock services for smallholders*, pp 123-30.



Programme Zones Arides

INTERNATIONAL INSTITUTE FOR ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT

3 Endsleigh Street, London WC1H 0DD, UK

Tel: (44-171) 388.2117 Fax: (44-171) 388.2826

e-mail: iieddrylands@gn.apc.org